



Le Président du Faso et le Premier ministre peuvent-ils être mis sur écoute téléphonique ?

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du lundi 3 juillet 2017
7 Jrs/7

N°439

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 17.

Région du Centre-Ouest
Résultat du BEPC 2017 dans le
centre-ouest
27,51% de succès pour le
continuum

Page 2



40 000 logements : le ministre
de l'urbanisme et de l'habitat
s'adresse aux maires

Page 6



Coopération Burkina-Arabie
Saoudite: Plus de 25 milliards
FCFA octroyés pour le bitumage
de la RN° 23 et la réalisation de
forages

Page 8



BAC 2017
Faible taux au premier tour à
Koudougou

Page 4



ÉDUCATION

Région du Centre-Ouest Résultat du BEPC 2017 dans le centre-ouest 27,51% de succès pour le continuum

Région du Centre-Ouest



Gaspard SOMDA est déçu par les résultats du BEPC par rapport à ses attentes.

L'examen du BEPC 2017 a été marqué par la participation de la toute première promotion du continuum. Cette cuvée a connu un taux de succès de 27,51% dans la région du centre-ouest. Dans l'ensemble, aucun incident n'est à signaler. Cependant les résultats sont mitigés. Pendant que certains établissements conservent leurs lauriers d'autres sont toujours à la traine. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait

Débuté le 1^{er} juin 2017, l'examen du BEPC a été clôturé le 14 juin dans le centre-ouest comme dans les autres régions du Burkina Faso. La particularité de cette année était l'informatisation de tous les jurys contrairement à l'an passé. En plus cet examen était l'occasion pour les pionniers du continuum qui a connu des remous à ses premières heures de montrer ce qu'ils ont dans le cerveau. Au terme de cet examen les résultats dans la région du centre-ouest parlent d'eux même. Pendant

que les premiers acteurs de l'enseignement attendaient une augmentation du taux de succès celui-ci a diminué légèrement soit de 0,3%. En effet, 25 526 candidats étaient inscrits mais 25 061 sont allés véritablement à l'assaut du Brevet d'Etude du Premier Cycle cette année dans la région du centre-ouest et seulement 6 895 ont réussi soit un taux de succès de 27,51 % contre 27,81% l'an passé. Pour Gaspard SOMDA, chef de service des examens et concours de la direction régionale

La suite à la page 3

ÉDUCATION

La suite de la page 2

de l'enseignement secondaire, supérieur et de la recherche scientifique le pire reste à venir car le plus gros contingent du continuum viendra l'année prochaine. Il ajoute que les raisons qui expliquent ces résultats sont multiples. Il y a d'abord la promotion du continuum qui a permis à un bon nombre d'élèves de franchir les classes sans le niveau nécessaire. Ensuite le nombre élevé des candidats libres qui s'estime à 4000 environ et l'absence de rigueur dans certains établissements privés expliquent ces maigres résultats. Malgré la simplicité dans les propositions des sujets par les enseignants les candidats ne s'en sortent pas «On a l'impression que les élèves n'ont plus le temps de lire dans le cahier », a-t-il ajouté.

Fort heureusement il y a toujours des élèves qui font la fierté des enseignants en l'occurrence Mahamadi Sawadogo, du collège Joseph Moukassa de Koudougou qui a été premier de la région du centre-ouest avec une moyenne de 17,78/20. En ce qui concerne les établissements, certains comme le petit séminaire et le collège Joseph Moukassa ne se laissent pas dérober la vedette tandis que d'autres s'inscrivent dans une logique de médiocrité. C'est le cas du collège privé Parfait YAMEOGO de Koudougou dont tous les 27 candidats ont fait chou blanc. Pareil dans le Sanguié au lycée privé le Bethel de Nedeilpoun. Au regard des résultats qui baissent d'année en année, Gaspard SOMDA propose que les autorités en charge de l'enseignement

revoient la manière de faire, c'est-à-dire changer de fusil d'épaule en recadrant les choses. Le niveau des élèves est de plus en plus alarmant et devrait susciter une meilleure réflexion. S'il est indéniable que l'éducation constitue la pierre angulaire du développement dans toutes les nations, sera-t-il juste de sacrifier cette éducation au profit d'un programme ou d'un projet ?

Prince Omar Ouédraogo pour SC Info

**Un succès européen
Une opportunité pour tous**

Cette formation européenne regroupe plus de 50.000 jeunes certifiés

Coton d'Ivoire	France	Burkina Faso
RDC	Allemagne	Côte d'Ivoire
Burundi	Autriche	Cameroun
Djibouti	Luxembourg	Sénégal
Rwanda	Pologne	Mali
Madagascar	Suisse	Guinée
Tchad	Tchéquie	Togo
Centrafrique		Bénin
		Niger

Contact

Sciences - Campus
Centre d'Examen Européen

Avenue Sembène Ousmane
Ouaga 2000

02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
Tel : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26
Email: contact@ebs-edu.fr

Le Permis de Conduire de l'Entrepreneur Européen

Coût 200.000 FCFA

Un certificat européen en formation e-learning

Savoir comment l'entreprise fonctionne

Développer ses aptitudes à être entrepreneur

Formation entièrement en ligne

Début des cours
15 Janvier
15 Février
15 Mars
15 Avril
15 Mai
15 Juin
15 Juillet
15 Août
15 Septembre
15 Octobre
15 Novembre
15 Décembre

www.sciences-campus.org

ÉDUCATION

BAC 2017

Faible taux au premier tour à Koudougou

Région du Centre-Ouest



Les candidats se bousculant pour voir leur résultat.

Après neuf jours de composition et d'attente, les différents jurys du baccalauréat session 2017 ont livré leur premier verdict le 29 juin à l'issue des épreuves du 1^{er} tour. Au lycée municipal et au Collège sainte Monique de Koudougou, entre cris de joie et de tristesse, chacun vivait à chaud ses résultats et les différentes émotions se percevaient sur les visages des candidats.

Les candidats du baccalauréat session 2017 ont connu leurs résultats du premier tour depuis le

jeudi 29 Juin. Au Lycée Municipal de Koudougou, sur 734 candidats qui ont composé dans les jurys 173,174 et 175, on enregistre 228 admis au premier tour soit 30,93%. Cependant, 207 candidats composeront le second tour. Le matin du 29 juin a été une journée pleine d'émotion dans l'enceinte du Lycée Municipal. C'est au environ de 10 heures que les différents jurys ont commencé à proclamer leurs résultats. Dans une foule immense de candidats écoutant les présidents de jurys égrener les noms des admis, on assistait à une ambiance riche en variété. En effet, les cris de joie se succédaient, parfois ceux de

tristesse ou une intermittence des deux émotions sortaient de la foule. Chacun dans son univers vivait le moment à sa manière. « Je suis vraiment très heureux, j'ai fait le Bac en candidat libre et j'étais au Provincial. Je viens d'être admis et ma joie est énorme, je prie Dieu pour mes amis au second tour », nous a confié Batian Nebié, tout ému. Pour Simon Kaboré du Lycée Départemental de Tuy nouveau lauréat du BAC série A5, arrivait difficilement à maîtriser ses émotions pour s'exprimer. Il nous avoue d'être surpris de ses résultats « Je me félicite, je ne savais pas que j'allais avoir tellement j'étais découragé après la

La suite à la page 5

ÉDUCATION

La suite de la page 4



Un candidat savourant son succès à chaud.

composition mais Dieu est grand ». Cependant, ceux dont les récoltes ont été maigres, les plus courageux rentraient calmement chez eux tandis que d'autres, abattus par le choc de l'échec sont en pleurs et consolés par leurs amis. C'est le cas de Bazemo Bazono élève au lycée wend songda pour la première fois candidat au BACD n'a certainement pas supporter le choc de son échec, il a perdu connaissance.

En ce qui concerne l'appréciation générale des résultats, le professeur de philosophie Thierry Ollo Christophe juge les résultats du premier tour satisfaisants par rapport à celui de l'année passée « d'une manière générale ça va. C'est la maladie générale que tout le monde connaît que l'on peut

accuser c'est-à-dire la question de niveau. Les causes sont énormes, les élèves qui ne lisent plus, on peut même accuser les portables, le système scolaire qui est discutable tous ceux-ci contribuent à la baisse du niveau de nos élèves. Les responsabilités sont partagées entre les élèves, les parents, les établissements et même l'Etat. Pour ceux qui n'ont pas eu, je leur demande de redoubler de courage et que l'année prochaine s'il plait à Dieu ça va donner ». Dieudonné Zagré conseiller d'éducation au Lycée départemental de Sabou renchérit : « l'une des causes aussi des mauvais résultats au BEPC et au BAC est la baisse de niveau tant chez les élèves que chez les enseignants. Il y a par exemple des enseignants, en particulier

les vacataires ou les 4200 recrues de l'an dernier qui enseignent des matières qui n'ont aucun lien avec leur formation universitaire ».

Quant aux résultats du collège Sainte Monique sur les 739 ayant pris part à l'examen du baccalauréat série D, 183 ont été admis au premier tour soit un pourcentage 22,14%. Les 165 candidats au second tour comme tous les autres candidats au niveau nationale au second tour devront retourner dans les salles de composition le 03 juillet 2017 et attendre les résultats à partir du 05 juillet.

Prince Omar pour SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

40 000 logements : le ministre de l'urbanisme et de l'habitat s'adresse aux maires

Région du Centre

« Les saisies des fiches sont toujours en cours mais le cumul des fiches reçues de toutes les localités ainsi que les inscriptions en ligne donne un total provisoire de 236 637 personnes inscrites au PNCL. Le chiffre définitif sera communiqué à l'issue de la numérisation des fiches.

Par ailleurs, je voudrais aussi faire le point de l'activité importante de mobilisation du foncier sur laquelle mes services déconcentrés nous rendent régulièrement compte. Nul besoin de vous dire que le succès du Programme repose sur cette activité et je me réjouis des résultats atteints avec votre implication. En effet, « Les saisies des fiches sont toujours en cours mais le cumul des fiches reçues de toutes les localités ainsi que les inscriptions en ligne donne un total provisoire de 236 637 personnes inscrites au PNCL.

Mesdames et messieurs les maires,

Maintenant que nous avons un minimum de visibilité sur la demande en logement ainsi que la mobilisation du foncier, nous pouvons de manière pertinente envisager désormais des phases plus opérationnelles de la mise en œuvre du Programme.

Cela va consister en l'aménagement des terrains pour recevoir les logements dans les communes urbaines et rurales, la construction



Le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat compte utiliser le Centre de Gestion des Cités pour organiser le financement et la gestion de ces cités.»



« Les saisies des fiches sont toujours en cours mais le cumul des fiches reçues de toutes les localités ainsi que les inscriptions en ligne donne un total provisoire de 236 637 personnes inscrites au PNCL.

de logements à travers des conventions de Partenariat avec des promoteurs immobiliers Public ou Privé. Le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat compte utiliser le Centre de Gestion des Cités pour organiser le financement et la gestion de ces cités.»

Maurice Bonanet,
ministre de l'urbanisme

Dieudonné
ministre de l'habitat.

ANNONCE



DOCTORAT

Centre d'Examen Européen

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
- ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
- ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
- ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'École Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
en face de la station TOTAL Ambassade,

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération Burkina-Arabie Saoudite: Plus de 25 milliards FCFA octroyés pour le bitumage de la RN° 23 et la réalisation de forages

Région du Centre



Le ministre de l'Economie, des Finances et du développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI et le vice-président et Directeur général du Fonds saoudien de développement (FSD), Ing.

Le ministre de l'Economie, des Finances et du développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI et le vice-président et Directeur général du Fonds saoudien de développement (FSD), Ing. Yousef AL-BASSAM, ont procédé à la signature d'une convention de financement d'un montant global de 37 millions de dollars US, soit environ 22 milliards 500 millions de F CFA et d'un mémorandum d'entente d'un montant de 6 millions de dollars US, soit environ 3 milliards 300 millions de F CFA, le samedi 1er juillet 2017, à Ouagadougou. Ces

montants visent respectivement à soutenir le bitumage de la route Ouahigouya-Djibo et la mise en œuvre de la phase V du Programme saoudien de forages et de puits pour le développement rural dans les régions des Hauts-Bassins et des Cascades.

L'Arabie-Saoudite, à travers le Fonds saoudien de développement (FSD), octroie 25 milliards huit cent millions (25 800 000 000) de francs CFA au Burkina Faso. Il s'agit d'un montant de 37 millions USD, soit environ 22 milliards 500 millions de francs CFA et d'un mémorandum d'entente d'un

montant de 6 millions USD, soit environ 3 milliards 300 millions de francs CFA. La signature des accords entre le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI et le vice-président et Directeur général du Fonds saoudien de développement (FSD), Ing. Yousef AL-BASSAM, a eu lieu, le samedi 1er juillet 2017 à Ouagadougou, en présence du ministre en charge de l'Eau, Niouga Ambroise OUEDRAOGO. Ces financements accordés respectivement sous forme de prêt et de don à l'Etat burkinabè visent à soutenir le projet de construction et de

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8

bitumage de la Route nationale N° 23, Ouahigouya-Djibo, et la mise en œuvre de la phase V du Programme saoudien de forages, de puits pour le développement rural dans les régions des Hauts-Bassins et des Cascades.

A l'occasion de la signature des conventions, le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou COULIBALY/SORI a salué la qualité de la coopération entre l'Arabie-Saoudite et le Burkina Faso. Elle a profité faire un plaidoyer auprès du vice-président et Directeur général du Fonds saoudien de développement afin que cette coopération qui est déjà fructueuse puisse se renforcer davantage.

115 km à bitumer et 110 forages à réaliser

Selon le vice-président et Directeur général du FSD, Ing. Yousef AL-BASSAM les 37 millions USD serviront à réaliser le bitumage de 115 km de route et 10 km de voiries dans la ville de Djibo. Quant aux 6 millions USD, ils seront affectés à la réalisation d'environ 110 forages dans les régions des Cascades et des Hauts-Bassins et aussi l'installation d'environ 10 systèmes de pompes solaires avec châteaux d'eau, un réseau de distribution et un parapluie en métal. «Au Royaume d'Arabie-Saoudite, nous sommes conscients que le processus de développement ne peut être accompli sans une infrastructure routière de bon niveau qui contribue largement à développer le pays au niveau national et régional par l'ouverture de chemins d'échanges commerciaux avec les pays voisins», a-t-il dit

avant d'indiquer que dans les jours à venir ils prendront langue avec les autorités burkinabè afin qu'ensemble, ils puissent réfléchir sur d'autres voies de collaboration pour le développement du pays. Pour M. AL-BASSAM, le projet de bitumage s'inscrit dans le cadre du développement du réseau routier. De même, le programme arrêté par l'Arabie Saoudite dans le domaine de la sécheresse pour les pays africains, a-t-il ajouté, reflète sa ferme volonté de faire face à ce phénomène dont ils souffrent depuis des décennies. «Les aides fournies par le Royaume saoudien dans le but d'appuyer le processus de développement au Burkina Faso sont très variées. Parmi elles, figure celles accordées à travers le Fonds saoudien de développement qui comportent actuellement 12 prêts estimés à 165 millions de dollars US, soit l'équivalent d'environ 98 milliards de francs CFA, et 5 dons d'un total de 31 millions de dollars US, soit l'équivalent d'environ 18 milliards de FCFA pour contribuer au financement de nombreux projets de développement au Burkina Faso», a confié le vice-président et Directeur général du Fonds saoudien de développement qui a fait savoir que les facteurs matériels à eux seuls ne suffisent pas à faire réussir un projet. De son avis, cela nécessite une conviction totale de l'importance du projet et une ferme volonté de l'exécuter d'une manière convenable. Pour ce faire, il a souhaité que les deux projets financés soient réalisés dans l'intérêt des citoyens et a rassuré le gouvernement et le peuple burkinabè de la disponibilité de l'Arabie-Saoudite à soutenir les projets de développement

au Burkina Faso. «Le fonds saoudien de développement va continuer à supporter le Burkina Faso en finançant ses projets afin qu'on puisse arriver à un développement profitable au peuple burkinabè», a-t-il déclaré.

De l'avis du ministre en charge de l'Eau, Niouga Ambroise OUEDRAOGO, la signature des accords de financement avec le Fonds saoudien de développement matérialise l'excellence des relations entre le Royaume d'Arabie-Saoudite et le Burkina Faso. Pour lui, la réalisation du projet de bitumage de la RN°23 permettra de réduire le coût d'exploitation des véhicules, ainsi que celui des marchandises. Par ailleurs, il permettra d'améliorer le cadre de vie des populations, de contribuer à l'amélioration de la sécurité routière et au désenclavement des zones à fortes potentialités agro-pastorales. Concernant le secteur de l'eau, le ministre Ambroise OUEDRAOGO, a indiqué que l'octroi de 6 millions de dollars US sous forme de don, à travers la phase V du Programme saoudien de forages et de puits pour le développement rural en Afrique permettra d'améliorer l'accès durable et équitable à l'eau potable à environ 65 000 personnes dans une zone où le taux d'accès à l'eau potable est faible. Il a, en outre, réitéré l'engagement du gouvernement burkinabè à atteindre les résultats escomptés afin que la coopération puisse se poursuivre et se renforcer davantage. «Au nom du gouvernement burkinabè et du président du Faso, je voudrais vous prier de bien vouloir transmettre à sa Majesté le Roi salmande les remerciements

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

du peuple burkinabè pour le soutien sans cesse renouvelé», a-t-il conclu. En rappel, l'Arabie-Saoudite soutient les projets de développement au Burkina Faso depuis maintenant 40 ans.

Après la signature des accords, l'hôte saoudien a effectué une visite de terrain sur le chantier de l'aéroport de Donsin et le Centre hospitalier régional (CHR) de Ziniaré en construction. Ces chantiers bénéficient du financement du fonds saoudien. L'objectif était de s'imprégner de

l'état d'avancement des travaux. Il a dit être impressionné par la planification et la manière dont les travaux sont dirigés sur les deux chantiers. Pour ce qui est des financements complémentaires pour la réalisation des chantiers, il a réaffirmé qu'ils rentreront en discussion avec la partie burkinabè en vue de voir comment le Fonds saoudien de développement et les autres Fonds arabes pourraient soutenir ces chantiers. L'aéroport de Donsin s'étend sur une superficie de 4 400 ha, soit dix fois la superficie de l'actuel aéroport

de Ouagadougou. La plateforme aéroportuaire est prévue pour être livrée en fin 2020. Quant au CHR de Ziniaré, il s'étend sur 50 ha avec un délai d'exécution de 22 mois. Avant de regagner Ouagadougou, l'hôte saoudien est allé contempler le savoir-faire des sculpteurs sur le site touristique de Laongo.

Le fonctionnement de la chambre criminelle expliqué à la représentation nationale

Région du Centre

« Le fonctionnement de la chambre criminelle est régi par les dispositions de la loi n°50-93 du 16 décembre 1993 portant procédure applicable devant la chambre. Elle est composée de la chambre proprement dite formée de trois magistrats professionnels, et de jury formé de quatre jurés titulaires et deux jurés suppléants tirés au sort le jour de l'ouverture de la session de la chambre criminelle.

La mise en place du jury obéit à un long processus impliquant les Hauts commissaires, qui

transmettent chaque année, au ministre de la Justice une liste de soixante noms par province. Le ministre en retient quarante par arrêté et en saisit la chambre qui en retiendra les quatre titulaires et les deux suppléants. Le tirage au sort est un cérémonial au cours duquel une bonne partie se récusé ou est récusé soit par les avocats soit par le parquet. A la suite de ce tirage au sort, les jurés prêtent serment. Il convient de préciser que les chambres criminelles se situent au niveau de chaque Cour d'appel. Une autre se trouve au niveau de la Cour de cassation, mais uniquement pour connaître en cassation des décisions rendues

par celles des Cours d'appel. Une fois le serment prêté, le président procède à l'appel du premier dossier ; il vérifie la présence des parties, de leur conseil et de celle des témoins. Il fait retirer les témoins dans une salle de laquelle ils ne sortiront que pour témoigner. Il fait procéder par le greffier à la lecture de l'acte d'accusation, notifie les charges à l'accusé et procède à son interrogatoire. Les conseillers et les jurés peuvent poser des questions à l'accusé de même que le parquet et les avocats. Les témoins sont appelés à la barre par le président selon un ordre qu'il établit. Ils prêtent serment et répondent aux questions posées

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10



Le tirage au sort est un cérémonial au cours duquel une bonne partie se récuse ou est récusé soit par les avocats soit par le parquet. A la suite de ce tirage au sort, les jurés prêtent serment.

par le président, les conseillers, les jurés ; le parquet et les avocats. Les témoins sont appelés à la barre par le président selon un ordre qu'il établit. Ils prêtent serment et répondent aux questions posées par le président, les conseillers, les jurés, le parquet et les avocats. Les pièces à conviction sont présentées aussi bien à l'accusé qu'aux témoins pour reconnaissance. Lorsque le président estime que le dossier est suffisamment instruit, il donne la parole à la partie civile pour sa constitution de partie civile et ses réclamations. Le parquet intervient ensuite pour ses réquisitions. Pour terminer l'accusé et son conseil auront la parole en dernière position. Ce faisant le

président déclare les débats clos et donne lecture des questions auxquelles la chambre et le jury auront à répondre : une question principale est posée sur chaque fait spécifié dans l'arrêt de renvoi ; une question est posée sur chaque circonstance aggravante ou excuse invoquée ; des questions spéciales sont posées s'il résulte des débats des circonstances aggravantes. Enfin des questions subsidiaires sont posées s'il résulte des débats que les faits comportent une qualification différente de celle donnée par l'arrêt de renvoi. Le président suspend l'audience et la chambre criminelle se retire pour délibérer. Les membres délibèrent puis votent ; les décisions sont prises à la majorité simple.

Après avoir rendu sa décision sur l'action publique, la chambre sans la présence des jurés statue sur les réclamations de la partie civile. A l'issue de cette décision, le greffier rédige l'arrêt et dresse le procès-verbal qui seront signés par le président et le greffier. Le président est tenu d'avertir l'accusé de la possibilité d'interjeter pourvoi et lui en indique le délai».

Appelrez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Blanchiment des capitaux et financement du terrorisme au Burkina: Evaluer les risques pour mieux prévenir

Région du Centre



Une formation sur l'évaluation nationale des risques de blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme au profit des professionnels des secteurs publics et privés du Burkina Faso.

Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, à travers la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), organise du 28 au 30 juin 2017, à Ouagadougou, une formation sur l'évaluation nationale des risques de blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme au profit des professionnels des secteurs publics et privés du Burkina Faso. L'ouverture des travaux de formation, le mercredi 28 juin 2017 à Pacific Hôtel, a été présidée par la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, Pauline ZOURE, représentante du ministre en charge de l'Economie et des Finances, en compagnie des

représentants du ministre de la Justice et de la Sécurité.

Un atelier de formation sur l'évaluation nationale des risques de blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme organisé par la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) au profit des professionnels des secteurs publics et privés du Burkina Faso s'est ouvert, le mercredi 28 juin 2017 à Pacific Hôtel, à Ouagadougou, sous la présidence du ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, représentée par la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, Pauline ZOURE. Cet atelier de formation, qui se tient du 28 au 30 juin, s'inscrit

dans la continuité de la quête de conformité du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Burkina Faso. Durant trois jours, les professionnels des secteurs publics et privés vont se pencher, entre autres, sur l'analyse des menaces, de la vulnérabilité nationale et de l'inclusion financière à travers les secteurs bancaires et les assurances. L'objectif principal, selon Pauline ZOURE, est de faire une évaluation détaillée, valide, fiable et à jour des risques. «En réalisant cet exercice, le Burkina Faso parviendra à identifier des mécanismes, méthodes et techniques utilisés par les criminels, individus ou groupes et leurs associés pour blanchir les produits à travers les différents canaux financiers, notamment

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

le secteur informel», a soutenu Mme ZOURE avant de confier qu'à l'issue de l'atelier une feuille de route sera élaborée pour les différents groupes techniques afin de disposer de rapports sectoriels, ainsi que du rapport global. En outre, un plan d'actions national visant à corriger les faiblesses du dispositif de lutte sera élaboré avant la visite du site de l'équipe de l'évaluation. A entendre la représentante du ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, l'exercice de l'évaluation nationale des risques de blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme s'étendra sur une période de 14 mois. Au cours de cette période, des rencontres seront organisées afin d'identifier des menaces et des vulnérabilités favorisant les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme au niveau sectoriel et global. A cet effet, elle a exhorté les participants à donner le meilleur d'eux-mêmes afin que le Burkina Faso parvienne à relever les défis de la conduite de l'évaluation nationale des risques et, partant, de l'évaluation mutuelle de 2018. Selon la représentante du Directeur général du Groupe d'action financière contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), Mariame Ibrahim TOURE/DIAGNE, le Groupe d'action financière (GAFI) dans ses nouvelles recommandations adoptées en 2012 exige désormais que les pays identifient, évaluent et comprennent les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme auxquels ils sont exposés. Il s'agit, à l'entendre, de répertorier l'ensemble des vulnérabilités et d'analyser toutes les menaces



Au cours de cette période, des rencontres seront organisées afin d'identifier des menaces et des vulnérabilités favorisant les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme au niveau sectoriel et global.

inhérentes à l'environnement du pays afin de préconiser des actions préventives et répressives à mettre en œuvre à court, moyen et long termes. A son avis, l'atelier de formation offre l'opportunité de faire davantage appel à la coopération bilatérale ou multilatérale pour mener des activités communes à l'endroit des Etats membres de la CEDEAO. Pour cela, elle a réitéré l'engagement total du GIABA à encourager et soutenir par son assistance technique et financière, les efforts de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Burkina Faso. Pour la représentante de la Banque mondiale au Burkina Faso, Mariam DIOP, cette formation permettra aux parties prenantes des secteurs privé et public de mieux comprendre les sources et les formes de risques de criminalité financière auxquels le Burkina Faso est exposé. «L'objectif de

l'évaluation nationale des risques est de permettre aux autorités du pays de mieux comprendre les dimensions et les sources des produits du crime financier et de mieux identifier les méthodes et tendances du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Elle doit aussi engendrer une meilleure compréhension des faiblesses du système de lutte contre le BC/FT et des facteurs qui pourraient rendre le Burkina Faso vulnérable», a-t-elle indiqué. Selon la représentante du DG de GIABA, la présente évaluation nationale des risques est conçue pour être achevée dans le cadre d'un processus en trois phases qui durera entre 6 mois et un an.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso et le Premier ministre peuvent-ils être mis sur écoute téléphonique ?

Région du Centre



Nous avons retenus pour vous, les questions-réponses sur les écoutes téléphoniques dans le cadre de procédures judiciaires et sur la couverture médiatique des procès.

Avant le vote de la loi introduisant les techniques spéciales d'enquête dans le code de procédure pénale, jeudi 29 juin 2017 à l'Assemblée nationale, des préoccupations ont été soulevées par des députés et des réponses ont été données par le gouvernement représenté par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO.

Nous avons retenus pour vous, les questions-réponses sur les écoutes téléphoniques dans le cadre de procédures judiciaires et sur la couverture médiatique des procès.

Question : L'article 99-7 prévoit des dispositions relatives aux interceptions de correspondances émises par la voie des télécommunications. Ces interceptions concernent les lignes des députés, des avocats, des présidents des Cours d'appel, des procureurs généraux, des magistrats des hautes juridictions et des membres du gouvernement. Qu'en est-il si l'interception concerne le Premier ministre ou le Président du Faso ? Pourquoi une procédure particulière d'interception n'est pas prévue concernant une ligne dépendant le cabinet d'un huissier de justice ?

Réponse : Le texte n'a pas prévu de règles encadrant l'interception

des communications de ces personnalités du fait de la nature de l'immunité dont bénéficie le Président du Faso lors de son mandat. Pour ce qui concerne le Premier ministre, la hauteur de ses fonctions fait qu'il est presque impossible pour lui de commettre des actes pouvant justifier une interception de ses correspondances émises par voie de télécommunications sans que le président du Faso ne soit informé. Dans tous les cas, on peut admettre que le Premier ministre peut faire l'objet de cette disposition à condition que le Président du Faso soit informé.

Le formalisme institué par l'article 99-7 concerne les interceptions de correspondances sur les

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

lignes dépendant des cabinets ou domiciles des titulaires des pouvoirs d'État. Ce formalisme a été étendu aux avocats en vertu de l'inviolabilité de leurs cabinets et des correspondances entre eux et leurs clients, prévus par plusieurs textes. Les huissiers, qui ne sont ni détenteurs des pouvoirs d'État, ni des avocats ne bénéficient donc pas de ce formalisme.

Question : L'article 403 du code de procédure pénale interdit dès l'ouverture de l'audience, l'emploi de tout appareil d'enregistrement sonore, de caméra de télévision ou de cinéma, ou d'appareils photographiques. Peut-on reformuler cette disposition qui est désuète de nos jours ? Existe-t-il un dispositif pour procéder aux enregistrements ou à la couverture médiatique des débats lors des procès ?

Réponse : Le processus de relecture du code de procédure pénale vient à peine de commencer, le lancement du démarrage est intervenu le jeudi 15 juin 2017. L'article 403 comme bien d'autres dispositions peuvent être touchés si à travers les concertations, les acteurs en font une préoccupation fondamentale. Il faut préciser que le projet de loi sur les techniques spéciales d'enquêtes ne comporte pas de dispositions touchant à l'article 403 du code de procédure pénal.

Il est vrai que l'article 34 du projet de loi portant procédure applicable devant la chambre criminelle interdit dès l'ouverture des débats l'emploi de tout

appareil d'enregistrement ou de diffusion sonore, de caméra de télévision ou de cinéma et d'appareils photographiques ou similaires ; cette infraction est effectivement inspirée de l'article 403 du code de procédure pénale reprise dans la loi n°51/93/ADP du 16 décembre 1993. Elle est également prévue dans le projet de loi portant procédure applicable devant la chambre criminelle. L'interdiction de la diffusion des débats judiciaires est une disposition que l'on retrouve dans la quasi-totalité des systèmes judiciaires Romano germanique. Il est vrai qu'avec l'évolution technologique, le respect de l'application de cette prescription pose problème. La difficulté à appliquer un texte incriminant un fait, est-elle suffisante pour dépenaliser ce comportement ? Cependant, il faut préciser que l'alinéa 3 de l'article 34 apporte une atténuation à l'interdiction en prévoyant la possibilité pour le président d'autoriser par ordonnance motivée l'enregistrement ou la diffusion des débats.

Question : A l'article 99-1 sur les interceptions émises par voie des télécommunications, le juge d'instruction ne déteint-il pas des pouvoirs sans limite quand sa décision d'interception n'est pas susceptible de recours et peut être renouvelée autant de fois sans limite de durée ?

Réponse : A priori, l'on peut penser que les pouvoirs accordés au juge d'instruction par l'article 99-1 sont sans limite et l'impossibilité d'exercer une voie de recours contre la mesure

d'interception exorbitante. Cependant, il faut dire que le recours à cette mesure spéciale d'enquête est prévu pour les infractions particulièrement graves telles que le terrorisme et la criminalité organisée. Or, ces infractions se préparent ou se commettent sur un temps relativement long. Ce qui implique que les enquêteurs doivent suivre les groupes terroristes et/ou criminels pendant un certain temps qui peut durer des années. Une limitation de la durée de la mesure risque d'entraîner par moment une impossibilité pour le juge d'instruction de boucler son enquête sur des réseaux criminel.

S'agissant de l'absence de voies de recours contre la décision d'interception, il faut dire que la mesure est prise à l'insu de la personne concernée. Il ne peut en être autrement, pour l'efficacité de la mesure d'enquête.

Il faut distinguer les actes juridictionnels des actes d'instructions. Seules les premières sont susceptibles de recours. Les actes ou mesures d'instructions tels les interrogatoires, les perquisitions ou les interceptions sont insusceptibles de recours.

ANNONCE

CENTRE D'EXAMEN EUROPEEN

SEMINAIRES DE CERTIFICATION en Suivi-Evaluation des Projets et Programmes



Certificats

✓ Spécialisation
250.000 FCFA

✓ Expertise
500.000 FCFA

A Ouagadougou

du 17 au 21 Avril 2017

du 19 au 23 Juin 2017

du 21 au 25 Août 2017

du 11 au 15 Décembre 2017

A Bobo Dioulasso

du 03 au 07 Avril 2017

du 28 Août au 1er Septembre 2017

Inscription 60 jours avant le début du séminaire : réduction de 20%

Inscription 30 jours avant le début du séminaire : réduction de 10%

Inscription en groupe de 5 personnes : réduction supplémentaire de 10%

www.sciences-campus.org

contact@ebs-edu.fr

Ouagadougou

Au Centre d'Examen Européen

Situé sur l'Avenue Sembene Ousmane

à 500m de l'Ambassade des Etats Unis

Face à la Station Total Ambassade

Tel: +22672074141 / +22672072020 / +22666200026

Bobo-Dioulasso

A l'Institut Supérieur des Sciences
et Technologies ISC-Bobo au Centre Ville

sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo

à l'Immeuble Sanga Madi

Tel: +22672080303 / +22670010505

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: H/F Responsable de programme Education – SESAME – Madagascar

Description

C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables. Depuis plus de 20 ans, l'IECD est impliqué dans des projets de renforcement de centres de santé et hôpitaux.

Présent à Madagascar depuis 1989, l'IECD mène actuellement cinq projets en collaboration avec des partenaires locaux dans le domaine de l'accès à l'éducation, la formation professionnelle dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, l'appui aux Très Petites Entreprises et la santé. L'ensemble de ces projets réunit une équipe de 250 employés expatriés et locaux, implantés majoritairement à Fianarantsoa et Antananarivo.

L'association PROMES et le programme SESAME

En partenariat avec l'association malgache PROMES, l'IECD développe depuis 2013 à Antananarivo le programme

SESAME (Soutien aux Etudes Supérieures et Accès à un METier porteur : www.sesame.promesmada.org). Le programme SESAME a pour objectif de permettre à des jeunes Malgaches défavorisés, motivés et dotés d'un bon potentiel intellectuel de réussir leurs études afin d'encourager leur prise de responsabilité professionnelle et leur participation active au développement de leur région et de leur pays.

Le programme SESAME développe à Antananarivo une année préparatoire d'un an pour 72 bacheliers défavorisés (parité garçons/filles) répartis en une filière scientifique et une filière littéraire. Ils sont sélectionnés parmi un réseau de lycées partenaires. Les effectifs passeront à 120 en 2017.

Durant l'Année Préparatoire, l'enseignement est assuré selon les principes du LMD par une équipe de 10 enseignants formés. Le programme est celui-ci d'une « L0 » (« Licence zéro »), c'est-à-dire ni celui d'une Terminale, ni celui d'une première année de licence (L1). L'hébergement est organisé en internat sous la supervision d'une équipe d'une douzaine d'éducateurs formés. Les étudiants bénéficient également de parcours de développement personnel. L'Année Préparatoire vient d'emménager sur un nouveau campus donnant beaucoup plus de possibilités dans le cadre du développement du programme.

Après l'Année Préparatoire, les élèves intègrent les

meilleurs établissements supérieurs d'Antananarivo et Antsirabe. Ils sont alors logés en foyers d'étudiants SESAME à proximité de ces établissements et bénéficient de l'accompagnement d'une équipe d'une douzaine d'éducateurs référents SUP. Ils sont aujourd'hui 130.

M I S S I O N S

Par convention entre l'IECD et PROMES, le/la Responsable du programme SESAME au sein de PROMES est le/la garant(e) de l'atteinte des objectifs généraux du programme. Il/elle assurera la responsabilité des missions suivantes :

1/ Pilotage du projet pédagogique

Accompagner l'équipe des éducateurs d'internat (12 personnes) dans leur supervision des étudiants durant leur vie à l'internat de jour comme de nuit, dans les parcours de développement personnel et dans toutes les activités extrascolaires proposées aux étudiants, contrôle de la bonne gestion de l'économat

Accompagner l'équipe des éducateurs référents SUP (12 personnes) dans leur supervision des étudiants en études supérieures après l'année préparatoire (vie au sein des foyers SUP, études supérieures, rencontre entre étudiants AP et SUP, etc.), création d'outils et de méthodes de suivi

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

Accompagner l'équipe des professeurs (maquettes, emploi du temps, respect du système LMD, organisation des examens semestriels, etc.)

Suivre les tuteurs professeurs et éducateurs

2/ Mise en œuvre opérationnelle du programme

Superviser le BOE dans ses 3 missions principales :

La sélection des étudiants (Mise à jour de la base de données des partenaires, des tests de sélection, tournée de sélection à Tana et en province, constitution des listes d'élèves, etc.)

L'orientation des étudiants à la fin de l'année préparatoire et dans le supérieur en cas de difficulté (mise à jour de la base de données des Etablissements Partenaires, établissement de nouveaux partenariats, etc.)

L'insertion professionnelle des étudiants au terme de leurs études supérieures (relations avec les entreprises, connaissance du marché du travail, etc.)

Planifier les activités de chaque service, définir les objectifs et résultats à atteindre, identifier les priorités

Mettre en place une équipe 'qualité et évaluation' en charge du suivi quantitatif et qualitatif des activités

Identifier les problèmes et les risques humains, financiers et partenariaux et mettre en place les solutions adaptées

Piloter la réflexion stratégique du programme et mettre à jour le projet pédagogique en liaison avec les responsables

Identifier et promouvoir les opportunités de développement du programme

3/ Management de l'équipe du programme

Piloter la gestion des ressources humaines des personnes expatriées (4 personnes) : recrutement, évaluation, formation, motivation, sécurité, santé etc.

Encadrer et faire monter en compétence l'équipe locale (55 personnes), en appui de l'équipe RH locale : recrutement, évaluation, formation, fidélisation, cohésion d'équipe, dans le respect du droit du travail malgache

Suivre et développer le plan de formation et la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences

4/ Gestion financière et administrative

Accompagner et former l'équipe administrative et financière du SESAME composée de 8 personnes

Assurer le reporting interne et contrôler le respect des procédures, en lien avec le contrôleur financier

Contrôler et suivre les achats et les appels d'offres qui y sont relatifs

Superviser l'équipe informatique

5/ Représentation institutionnelle, reporting et communication

Représenter localement le programme SESAME auprès des institutions publiques, des lycées et associations partenaires, des établissements supérieurs partenaires, des entreprises, des parents, etc.

Evaluer et mesurer par un suivi continu sur le terrain l'impact des actions mises en œuvre, en cohérence avec la politique qualité du programme.

Rendre compte au directeur Madagascar et à la direction générale de l'IECD à Paris des avancées, difficultés et zones de risques du programme

Assurer la communication du programme SESAME : mise à jour du site internet, publication des newsletters, création d'outils de communication

Mise en place de synergies croissantes avec le programme CERES

P R O F I L

Formation : issue de l'enseignement supérieur de type commerce, ingénieur, économie, droit, etc.

Expérience professionnelle requise (10 ans minimum) avec un niveau de responsabilité et de management confirmé.

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

Une expérience significative dans la formation ou l'éducation est souhaitée

Compétences et qualités attendues :

Leadership, goût du challenge et du terrain

Capacité à travailler en autonomie

Capacités à fédérer, à écouter et à gagner la confiance des équipes locales

Capacités d'adaptation, d'acculturation et de diplomatie

Rigueur dans l'organisation générale et surtout dans la gestion financière

Vision stratégique et analytique pour le développement du programme

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel

Excellente maîtrise du français et capacité rédactionnelle

Informatique : Suite office, environnement MacOS si possible

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de droit français – Volontariat de Solidarité Internationale

Formation préalable au départ d'une semaine à Paris

Sous la responsabilité : du Directeur des programmes CERES/SESAME et Délégué

de l'IECD à Madagascar, basé à Antananarivo

En collaboration étroite avec :

Equipes des projets CERES, TPE, Hôtellerie-Restauration et santé à Madagascar

Contrôleur financier IECD Madagascar

Directeur Administratif et Financier, basé à Paris

Dates du poste : dès que possible , 2 ans minimum, renouvelables

Localisation : Antananarivo, Madagascar + déplacements dans le pays

Conditions contractuelles :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Voiture de service

Billet début et fin de contrat + 1 A/R tous les 12 mois

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite de base

Possibilité de départ familial (prise en charge de la scolarité et des billets d'avion)

Ville

Antananarivo, Madagascar

Expériences / Formation du candidat

Formation : issue de l'enseignement supérieur de type commerce, ingénieur, économie, droit, etc.

Expérience professionnelle requise (10 ans minimum) avec

un niveau de responsabilité et de management confirmé.

Une expérience significative dans la formation ou l'éducation est souhaitée

Compétences et qualités attendues :

Leadership, goût du challenge et du terrain

Capacité à travailler en autonomie

Capacités à fédérer, à écouter et à gagner la confiance des équipes locales

Capacités d'adaptation, d'acculturation et de diplomatie

Rigueur dans l'organisation générale et surtout dans la gestion financière

Vision stratégique et analytique pour le développement du programme

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel

Excellente maîtrise du français et capacité rédactionnelle

Informatique : Suite office, environnement Mac OS si possible

Fonctions

Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Economie, Finance,

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

Administration, Informatique, Communication, Ressources Humaines

Pays
Afrique, Madagascar

Contrat
Inconnu, C D D ,
/ service Volontariat
civique

Durée du contrat

Statut : contrat de droit français – Volontariat de Solidarité Internationale

Formation préalable au départ d'une semaine à Paris

Sous la responsabilité : du Directeur des programmes CERES/SESAME et Délégué de l'IECD à Madagascar, basé à Antananarivo

En collaboration étroite avec :

Equipes des projets CERES, TPE, Hôtellerie-Restaurant et santé à Madagascar

Contrôleur financier
IECD Madagascar

Directeur Administratif et Financier, basé à Paris

Dates du poste : au plus tard été 2017, pour 2 ans renouvelable

Localisation : Antananarivo, Madagascar + déplacements dans le pays

Conditions contractuelles :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Voiture de service

Billet début et fin de contrat + 1 A/R tous les 12 mois

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite de base

Possibilité de départ familial (prise en charge de la scolarité et des billets d'avion)

Documents à envoyer

C O N T A C T

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Mada – Responsable SESAME »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Email de la personne contact recrutement@iecd.org

Date de fin de validité

3 0 / 0 8 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Poste: MOYEN ORIENT REGIONAL COORDINATOR PROGRAMME F / M

Description

FRANCE ISLAMIQUE SECOURS (SIF) est une organisation non gouvernementale de solidarité internationale basée en France. Fondée en 1991, est une organisation SIF sans but lucratif et non politique

intentions pour aider, à apporter des secours et de protéger la vie de ceux qui sont menacés par des catastrophes naturelles, les conflits armés ou par l'effondrement économique. SIF apporte son aide en ce qui concerne la diversité culturelle, sans distinction d'origine, la religion ou le sexe.

Contexte de la mission:

Travaille en SIF Cisjordanie, bande de Gaza et la Syrie depuis 2008, au Liban depuis 2012, en Jordanie depuis 2013 et en Irak depuis 2016. Dans ces 6 pays, SIF met actuellement en œuvre des projets humanitaires dans la sécurité alimentaire, WASH, protection de l'enfance et secteurs du logement, ainsi que des « projets saisonniers ». Son

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

intervention en complémentarité avec humanitaire, élabore des stratégies SIF de plaidoyer en fonction du contexte humanitaire.

Basé à Amman, le coordonnateur régional d'administration travaille sous la supervision directe du coordonnateur régional BORA. Il / elle est un expert dans la gestion des programmes, et sera chargé de fournir un appui opérationnel aux différentes missions SIF au Moyen-Orient (Syrie, Liban, Kurdistan irakien, la Jordanie, la Cisjordanie, la bande de Gaza) et le développement du bureau régional. Il / elle fait partie de l'équipe de coordination régionale (Équipe de soutien aux aînés) du SIF Moyen-Orient base régionale (BORA).

FRANCE ISLAMIQUE SECOURS recrute un coordinateur du programme régional Moyen - Orient F / M à Amman (Jordanie)

Mission / Rôle:

Appui au programme national des missions du Moyen-Orient

Participer à la conception de la stratégie régionale cohérente SIF au Moyen-Orient sur la base des axes stratégiques institutionnels / piliers et veiller à ce que toutes les stratégies liées à la missions sont conformes à l'approche régionale en matière d'exigences opérationnelles;

SUPERVISE les évaluations des besoins et des enquêtes menées par les missions de leur définition (TdR) à leur diffusion

et y compris leur mise en œuvre;

Fournir des missions des équipes opérationnelles et les chefs de mission avec des outils pour collecter, analyser, utiliser et conserver les données quantitatives et qualitatives;

Définir les synergies possibles entre les missions au Moyen-SIF-Orient et de l'expérience et de proposer le partage des connaissances de diverses manières.

le développement de la représentation et de l'institution

Participer à la réflexion constante sur les possibilités d'évaluer les besoins et le potentiel d'ouvrir de nouvelles missions;

Maintenir la sensibilisation avec la communauté des donateurs pertinents des ONG nationales et internationales ainsi que des entreprises du secteur privé.

Programme régional (BORA) Développement

Contribuer à l'élaboration et à la supervision du programme régional en fournissant des directives opérationnelles spécifiques;

Participer au fonctionnement BOA par les entrées à valeur ajoutée lors de la collecte de coordination régionale.

C o m p t e - r e n d u

Établir des rapports d'activité mensuels pour le coordonnateur régional BORA y compris les réalisations;

Documents spécifiques selon l'élaboration des activités menées.

La liste des tâches est ni exhaustive ni restrictive et il évolue. En particulier, alors que le BOA est encore dans une phase de démarrage, le coordonnateur administratif régional accompagnera la construction de cette entité en participant aux FSI tâches ad hoc (par exemple le recrutement de collègues BORA).

Ville A m m a n

Expériences / Formation du candidat

Minimum 5 ans d'expérience dans le travail humanitaire, y compris les expériences précédentes comme coordonnateur de l'administration avec les ONG internationales dans des contextes humanitaires et de développement. Une expérience en tant que coordonnateur régional est un plus; de solides compétences analytiques et organisationnelles; Proven

Connaissance et compréhension de la gestion du cycle des projets et des outils connexes (analyse du cadre logique, plans de travail, etc.);

Les compétences en leadership et un style de gestion de soutien

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

(expérience dans la gestion du personnel national et expatrié);

Solides compétences en communication, avec une excellente anglais écrit et parlé (et de préférence en français et / ou en arabe);

Capacité à comprendre l'environnement culturel et politique et de bien travailler avec des partenaires, y compris les autorités locales;

Expérience de travail dans un environnement non sécurisé avec le respect des règles de sécurité strictes;

La compréhension et l'engagement envers la mission et les valeurs de SIF;

Souhaitable: La connaissance du contexte de travail Moyen-Orient;

Fonctions
Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays
Moyen Orient, Jordanie

Contrat C D D

Durée du contrat

Durée: jusqu'au
31 Décembre 2017

Salaire / Indemnité

Conditions de travail :

Durée: 1 an

Départ: le 15 Juillet 2017

Français contrat à durée déterminée « CDD d'usage »

Rémunération en fonction du profil

diem par mois

Couverture médicale (couverture de 60% par SIF et 40% couvert par l'expatrié);

R & R à tous les 3 et 9 mois

billet d'avion retour soutenu

par un congé à SIF **6 mois**

Documents à envoyer

Pour postuler, s'il vous plaît envoyez - nous votre CV et une lettre de motivation à:
<https://goo.gl/forms/VihGmScml5uwpSpA2>

Secours Islamique France
diversity is a wealth;

Nous étudierons toutes les applications avec les compétences requises pour le poste

Postuler en ligne

<https://goo.gl/forms/VihGmScml5uwpSpA2>

Date de validité fin de **15/07/2017**



Avis de recrutement

Poste: H/F **Assistant(e)**
Communication – Paris (Stage)

Description

H/F **Assistant(e)**
Pôle **Communication**

S t a g e

Paris, FRANCE

CONTEXTE

L'Institut Européen de Coopération et de Développement est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'entrepreneuriat et de

l'accès à la santé pour les personnes les plus vulnérables.

M I S S I O N

Au sein des fonctions supports, vous avez pour mission de promouvoir l'action de l'IECD de manière efficace afin d'augmenter sa visibilité auprès de différents interlocuteurs : partenaires financiers,

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

donateurs, partenaires projets, équipes terrain, médias, grand public. Vous contribuez au développement d'outils de communication interne ainsi qu'à l'évolution des supports de communication institutionnelle. Vous êtes également impliqué dans la gestion des campagnes d'appel aux dons. Parmi les nouveaux projets, vous avez la responsabilité de mettre en place une banque d'images et vous participez à la réflexion de l'organisation des 30 ans de l'association qui se dérouleront en 2018.

1/ **Communication institutionnelle et interne**

Contribuer à la réalisation du rapport annuel : contenu et forme, suivi d'édition et d'impression, diffusion.

Suivre et coordonner la remontée d'informations des équipes (contenus des programmes et projets, recueils de témoignages et de photos).

Finaliser la boîte à outils « communication » à destination des équipes terrain. Améliorer la forme.

Mettre à jour le site Web : rédiger des contenus, référencer les pages, suivre les statistiques de fréquentation et augmenter le nombre d'abonnés.

Animer les réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn) : rédiger les contenus en français et en anglais. Relayer les informations des délégations.

Veiller à la cohérence des messages de l'IECD et au respect de la charte graphique.

Contribuer à la newsletter électronique IECD et la diffuser.

Mettre en place et administrer une banque de photos.

Répondre aux sollicitations des équipes (Paris et terrain) en matière de communication (conseil, soutien).

Appuyer le service de recrutement dans la mise en forme et la diffusion des fiches de poste ainsi que la valorisation des parcours de carrière.

Promouvoir et suivre la diffusion du film sur la drépanocytose.

2/ **Campagnes d'appel aux dons**

Participer à la rédaction des campagnes d'appel aux dons, et les diffuser.

Gérer les retours (saisie, remerciements, reçus).

Contribuer au développement des outils qui augmenteront le volume des dons.

3/ **Les 30 ans de l'IECD**

Définir les événements à mettre en place en relation avec les équipes Paris et Terrain. Elaborer un plan d'action et des moyens pour leur mise en œuvre (matériels, humains, financiers).

Elaborer un plan de communication (identification des publics cibles, déclinaison

des communications en fonction des publics et des événements, planification).

Suivre l'organisation logistique (programmation, réservations, suivi budgétaire)

Suivre la capitalisation de 30 ans d'actions IECD.

Suivre la conception / réalisation de supports de communication (journal / exposition / vidéos / diaporamas / plaquettes / kakémonos / enseigne / logo des 30 ans et autres supports).

Suivre la conception / réalisation d'un film d'animation sur la présentation de l'IECD.

P R O F I L

Formation : niveau MASTER, études spécialisées en école, IEP ou études universitaires (communication, sciences politiques, développement).

Expérience : une première expérience similaire sera appréciée.

Compétences et qualités attendues :

Excellente maîtrise du français, excellentes qualités rédactionnelles.

Bonne maîtrise de l'anglais écrit et oral.

Un fort intérêt pour les nouvelles technologies et le développement de la communication numérique.

Connaissance des outils PAO (Adobe Creative Suite).

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

Bonne expérience de développement / gestion de contenus des sites Web ou de blog.

Bonne expérience des réseaux sociaux Facebook et LinkedIn.

Esprit organisé et synthétique, sens de l'analyse et rigueur.

Autonomie, esprit d'initiative, force de proposition.

Qualités humaines : bon relationnel, enthousiasme et dynamisme.

Intérêt pour le secteur de la solidarité internationale.

Adhésion aux valeurs de l'IECD.

Expérience dans l'organisation d'événements.

Dates du poste : **septembre 2017, pour une durée de 4 à 6 mois**

Localisation : **Paris 15ème.**

Sous la responsabilité de la responsable de communication basée à Paris.

Rémunération : indemnité en vigueur, 50% du transport, participation au déjeuner en restaurant d'entreprise.

C O N T A C T

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation) – Réf. Stage COM

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités Formation, Animation, Education, Informatique, Social

Pays Europe, France

Contrat Inconnu, Stage, Volontariat / service civique

Email de la personne contact recrutement@iecd.org

Date de fin de validité 31 / 08 / 2017

C O N D I T I O N S

Statut : stage conventionné – temps plein.

Ville P a r i s

Fonctions Assistance, Secrétariat, Traduction,



Avis de recrutement

Poste: Cameroun – Un/e Chef de Mission

Description

Première Urgence Internationale est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril,

marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire,

la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 21 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en France.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

Situation et besoin humanitaires:

Crise centrafricaine

Plus de trois ans après le démarrage de la crise, la République Centrafricaine présente aujourd'hui des signes positifs de stabilisation et semble initier un début de sortie de crise. Cependant, malgré la signature des accords de paix à Brazzaville en 2014, l'organisation du Forum de Bangui en mai 2015 (qui a réunit les différentes parties prenantes du conflit et de la société centrafricaine) et la tenue des élections présidentielles dans un calme relatif, la situation reste extrêmement volatile. Les groupes et milices armés sont encore extrêmement présents dans le pays et continuent les exactions et pillages.

Depuis que la crise a éclaté en RCA en décembre 2012, plus de 140 000 réfugiés, majoritairement musulmans, ont traversé la frontière camerounaise au niveau des régions de l'Est et de l'Adamaoua. Après une phase de stabilisation durant le second semestre 2014 et quelques retours spontanés, le HCR estime, dans son aperçu des besoins humanitaires pour le Cameroun, que 253 000 réfugiés centrafricains sont encore présents dans le pays. Si la situation est moins dramatique pour ces populations qu'elle ne l'a été en phase d'urgence durant l'année 2014, elle reste toutefois extrêmement préoccupante avec notamment une couverture des besoins de base partiellement assurée

et des conditions en termes de logement ou d'accès à l'eau et assainissement restant préoccupantes et engendrant des risques sanitaires liés à la forte concentration de la population.

En outre, cette vague de réfugiés s'est additionnée au précédent afflux de réfugiés centrafricains entre 2004 et 2011, soit environ 99 000 personnes, installés dans les villages camerounais. Ces réfugiés, dits anciens réfugiés, ont été les premiers à accueillir les nouveaux réfugiés de 2014. Une partie de ceux-ci a été installée dans les sites de réfugiés mis en place dans le cadre de la réponse humanitaire coordonnée par l'UNHCR afin de désengorger les sites frontaliers et assurer une prise en charge efficace des besoins immédiats. A ce jour, 7 sites (Timangolo, Lolo, Mbile, N'Garissingo et Gado à l'Est, NGam, Borgop dans l'Adamaoua) accueillent des réfugiés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, regroupant 55% des nouveaux réfugiés.

L'autre partie des réfugiés (45%) s'est installée sur les points d'entrée et dans les villages d'accueil. Néanmoins, à ce jour, l'aide humanitaire se concentre essentiellement sur les sites de réfugiés, et les besoins constatés dans les points d'entrée et dans les villages hôtes restent nombreux, urgents et non couverts. L'installation des nouveaux réfugiés a considérablement accru la pression sur les ressources existantes, et plus particulièrement sur les infrastructures

d'approvisionnement en eau, les ressources en bois, les infrastructures publiques (écoles, centres de santé...), ce qui a augmenté le risque de tensions entre les communautés hôte et réfugiée.

Au-delà de la situation des réfugiés, la situation structurelle des équipements de base et des pratiques, notamment en terme d'hygiène et d'assainissement, dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua est historiquement mauvaise. La pression supplémentaire des réfugiés dans la zone aggrave encore un peu plus cette situation et a aussi exacerbé les besoins pour les populations locales. L'UNHCR estime ainsi que pour l'Est et l'Adamaoua, ce serait au total (population hôte et réfugiés centrafricains) plus de 740 000 personnes qui seraient en besoin d'une assistance humanitaire (Aperçu des Besoins Humanitaires 2016).

Crise nigériane

Depuis 2013, les attaques et exactions du groupe islamiste Boko Haram au Nigéria, en particulier dans l'Etat du Borno, ont forcé plus de 70 000 Nigériens à fuir vers le Cameroun. Suite à la déclaration de guerre, par Paul Biya, Président de la République du Cameroun, les incursions de cette secte en territoire camerounais s'intensifient dès mai 2014 et le développement d'actes terroristes sur le territoire camerounais à partir de 2015 dans la zone frontalière avec le Nigéria ont provoqué

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

d'importants mouvements de population camerounaise en particulier dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone-et-Chari. En octobre 2016, on compte plus de 190 000 personnes déplacées internes dans la Région de l'Extrême Nord et de nouveaux déplacements et entrées continuent d'être enregistrés. Ces mouvements de la population posent un sérieux problème d'accès aux ressources et aux besoins de première nécessité. La région de l'Extrême-Nord est en outre touchée par une crise alimentaire, nutritionnelle et sanitaire structurelle.

Notre action sur le terrain :

Présente depuis avril 2008 au Cameroun, PUI s'est consacrée à la résolution des difficultés dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement. Les actions ciblent les réfugiés centrafricains installés à l'est du pays depuis 2006 (Régions de l'Est et de l'Adamaoua) et les populations d'accueil.

Les programmes ont évolué afin d'accompagner la progressive autonomie en sécurité alimentaire de ces populations réfugiées centrafricaines, la plupart souhaitant rester définitivement au Cameroun.

Le volet WaSH progresse également vers une stratégie de responsabilisation à différents niveaux (des usagers aux responsables communaux), notamment dans un contexte de

décentralisation de la gestion de l'eau de l'Etat vers les communes. Sur le volet accès à l'eau, en parallèle des constructions et réhabilitations de forages une grande part des activités est consacrée à la formation (des usagers, des comités de gestion de l'eau, des responsables locaux techniques et administratifs). Des sensibilisations sur l'hygiène et l'assainissement sont également menées.

En 2015-2016, PUI a élargi son positionnement en ouvrant une base dans l'Extrême-Nord, à Maroua, en réponse à la crise nigériane pour intervenir auprès des déplacés camerounais via des activités SAME et WaSH et des réfugiés nigériens en reprenant la gestion du site de réfugiés de Minawao et une partie des activités WaSH sur le site. L'organisation a également étendu ses activités WaSH auprès des communes accueillant des réfugiés centrafricains dans la région du Nord.

En 2017, PUI ouvre une nouvelle base à Kousseri dans le Logone-et-Chari, département de l'Extrême-Nord du Cameroun le plus affecté par la crise humanitaire en terme de nombre de populations déplacées et de sévérité des besoins, pour développer des actions en WaSH, en SANME et transferts de cash inconditionnels visant les déplacés internes et communautés hôtes vulnérables.

Découvrez notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités

en Cameroun, nous recherchons un/e Chef de Mission.

Sécurité: Il/Elle est responsable de la sécurité sur la mission.

Programmes: Il/Elle coordonne les équipes et s'assure de la bonne mise en œuvre des programmes sur la mission, il/elle suit les besoins et propose de nouvelles interventions et pistes de développement pour la mission.

Ressources Humaines:

Il/Elle s'assure du bon dimensionnement humain de la mission et encadre les équipes (définition d'objectifs, suivi).

Suivi logistique, administratif et financier:

Il/Elle s'assure que les pratiques logistiques et administratives en place respectent les procédures et formats PUI et sont en adéquation avec les règles Bailleurs.

Suivi Médical et technique:

Il/Elle s'assure que les pratiques médicales et techniques respectent les procédures et formats PUI et sont en adéquation avec la politique d'intervention PUI.

Représentation: Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, bailleurs, médias et des différentes autorités.

Relation avec le siège: Il/Elle assure la bonne circulation des informations entre le siège et le terrain et s'assure du respect des échéances.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job On The Field.

Ville : **Yaoundé**

Expériences / Formation du candidat

Formation :

Gestion de projet

Expériences :

3 an d'expérience humanitaire dans la coordination de projets.

Expérience réussie de gestion d'équipe expatriée et de programmes multisectoriels.

Internationale : **A fortiori**

Connaissances et aptitudes :

Excellentes qualités rédactionnelles

Gestion d'équipe

Gestion de projets

Connaissances approfondies des bailleurs (OFDA, ECHO, agences UN, EuropeAid, AAP, BPRM...)

Informatique :

Pack Office

Qualités du candidat :

Leadership et capacité à prendre des décisions

Fiabilité et sens des responsabilités

Charisme et capacité à

faire vivre l'engagement

Capacité à faire preuve d'autorité, au besoin

Capacités d'analyse (discernement, pragmatisme) et de synthèse

Capacité d'adaptation

Organisation, rigueur et respect des échéances

Grande capacité d'écoute et de négociation

Bon relationnel et bonne communication

Calme et sang froid

Résistance au stress en général et en situation d'insécurité en particulier

Langues parlées

F r a n ç a i s

A n g l a i s

Fonctions

Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Afrique, Cameroun

Contrat C D D

Durée du contrat

Salarié en Contrat Durée Déterminée - 12 mois

Datededémarrage:15/09/2017

Salaire / Indemnité

Salaire brut mensuel : de 3190 à 3520 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais prise en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins

Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance

Hébergement en maison collective

Frais de vie (« Per diem »)

Régime de break : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break

Régime de congés payés : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : "CDM - CMR).

Nom de la personne contact

Sophie Kessel, Chargée de Ressources Humaines Expatriées

Email de la personne contact
r e c r u t e m e n t @ p r e m i e r e - u r g e n c e . o r g

Date de fin de validité
31/08/2017

ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



.Du 15 février au 15 mars
.Du 15 Juillet au 15 août
.Du 15 septembre au 15 octobre

Préparation aux:

- ➔ **TOEIC - TOEFL**
- ➔ **La Licence avec English Discoveries, la solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne. Durée de formation 6 mois**

INSCRIPTIONS OUVERTES

40 000
F CFA

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

NB: Une attestation vous est offerte à la fin de chaque formation

Les cours se déroulent du lundi au vendredi de 18h à 20h

➔ Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;

➔ Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Medf;

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

24/06/2017 AU 01/07/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kadiogo	25 31 87 88	Principale	25 37 54 15
Afiya	25 48 83 47	Kouma	25 38 57 42	Sahel	25 31 81 95
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Lallé	25 45 67 25	Sira	25 43 17 78
Bethania	25 31 31 41	Le Rocher	25 40 83 87	Somgandé	25 35 82 44
Choukouroula	25 40 93 76	Les Grâces	60 80 80 77	Sotisse	25 36 41 48
Circulaire Sède	25 38 44 91	Louis Pasteur	25 33 58 67	Unité	25 34 39 42
Diawara	25 30 61 68	Maignon	25 31 01 20	Vénégré	25 43 05 87
Espoir	25 31 54 12	Musée	25 36 68 41	Vidal	25 31 52 88
Gare	25 31 62 06	Natilgé	25 36 28 00	Vièl	25 45 98 25
Hippodrome	25 34 02 32	Nongui	25 40 84 88	Wend Kuuni	25 36 20 15
Hôpital	25 30 66 41	Ouédraogo	25 37 16 52	Wend Yam	25 48 30 47
Jean Paul II	25 41 81 5413	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO